



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise – CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 30 avril 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10 avril 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HASBRO FRANCE

ZI Lourde

57150 Creutzwald

Références : CREUTZWALD_HASBRO_2024-04-30_RAPVI_EBE_26244
Code AIOT : 0006201099

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 avril 2024 dans l'établissement HASBRO FRANCE implanté Centre de distribution ZI Lourde 57150 Creutzwald. L'inspection a été annoncée le 5 février 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale « suivi des échéances » et fait suite à l'arrêté de mise en demeure DCAT/BEPE/n°2023-5 du 16 janvier 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HASBRO FRANCE
- Centre de distribution ZI Lourde 57150 Creutzwald
- code AIOT : 0006201099
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : non

Le site HASBRO à Creutzwald est un entrepôt couvert autorisé au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), par l'arrêté préfectoral n°2001-AG/2-436 du 12 décembre 2001.

L'activité du site est également réglementée par les arrêtés ministériels suivants :

- arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Il est à noter que suite à des évolutions de la réglementation et de la nomenclature des ICPE, l'installation relève désormais du régime de l'enregistrement et pourrait être soumise à la procédure d'enregistrement si l'exploitant souhaite en faire la demande auprès du préfet.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- dispositions constructives
- risque foudre
- consommation d'eau
- matériel électrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions constructives – Comportement au feu	Arrêté préfectoral du 12/12/2001, article 2.4 (partiel)	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Protection contre la foudre	Arrêté préfectoral du 12/12/2001, article 4.6 (partiel)	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Vérification du matériel électriques	Arrêté préfectoral du 12/12/2001, article 2.7 (partiel)	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Analyse du risque foudre	Arrêté ministériel du 11/04/2017, article 15 (partiel)	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Consommation eau	Arrêté préfectoral du 12/12/2001, article 5.1.1	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le retour à la conformité de deux prescriptions faisant l'objet d'une mise en demeure, qui peut être considérée comme levée pour celles-ci.

Une non-conformité structurelle persiste, pour laquelle l'exploitant a demandé un aménagement à Monsieur le préfet par courrier du 28 février 2024 (absence de mur coupe-feu entre les cellules 3 et 5). Au regard des démarches engagées et de l'instruction en cours (observations du SDIS et demande de complément de l'inspection des installations classées (l'inspection)), cette dernière ne propose pas de suite administrative à ce stade et demande à l'exploitant que les éléments demandés lui soient transmis sous 4 mois.

La non-conformité relative à la protection contre la foudre ne pourra être levée qu'après communication par l'exploitant d'éléments complémentaires et analyse de ces derniers.

Enfin, la visite d'inspection a mis en évidence la nécessité de modifier l'art. 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2001 (cf. point de contrôle n°5).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives – comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12/12/2001, article 2.4 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, dispositions constructives – comportement au feu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2022• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023
Prescription contrôlée : <p>Les bâtiments sont conçus, implantés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie. La stabilité au feu de l'ossature est au minimum une heure.</p> <p>[...]</p> <p>L'entrepôt est divisé en cellule de stockage d'une surface de 4000 m² correspondant aux différents bâtiments de stockage. Ces cellules seront isolées les unes des autres par des parois coupe feu de degré deux heures et devront satisfaire simultanément les conditions suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>les portes séparant les cellules sont coupe-feu de degré deux heures et sont munies de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule.</p> <p>D'autre part, les locaux de stockages sont séparés des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou de lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :</p> <p>[...]</p> <p>soit par un mur coupe-feu de degré deux heures, dépassant d'au moins un mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré une heure et munie d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.</p> <p>Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi coupe-feu de degré une heure. Les portes d'intercommunication sont pare-flammes de degré une demi-heure et sont munies d'un ferme-porte. [...]</p>
Constats : <p>Vu :</p> <ul style="list-style-type: none">• le PV de réception des travaux "Lot 1 - phase 3" et le rapport de contrôle technique associé transmis par courriel du 6 janvier 2023 permettant de constater la levée de réserves (documents établis par OTE Ingénierie du 21 décembre 2022) ;• le PV de réception des travaux du 7 décembre 2023 établi par OTE Ingénierie, sans réserves (ensemble des travaux concernant le lot 1) ;• le rapport final de contrôle technique du 22 novembre 2023 établi par DEKRA ne faisant pas état d'observations (document transmis par e-mail le 22 décembre 2023) ;• le compte-rendu de visite du 29 mars 2022 établi par DEKRA dans le cadre de son suivi des travaux réalisés, document contrôlé par sondage parmi les 28 documents cités dans le rapport final de contrôle technique sur lesquels l'organisme compétent s'est appuyé pour établir l'attestation du 22 novembre 2023 ;• les flocages présents au droit des structures métalliques constatées dans les bâtiments 7 et 1 lors de la visite. <p>L'inspection n'a pas d'observation sur les éléments présentés et constate ainsi la réalisation des travaux prévus dans le rapport d'expertise OTE d'avril 2016 relatif aux travaux à réaliser pour la mise en conformité du site, à l'exception du mur coupe-feu REI 120 entre les cellules 3 et 5, qui excèdent 4 000 m².</p> <p>Par courrier du 28 février 2024, l'exploitant a transmis à Monsieur le préfet un porter à connaissance pour demander une modification de la prescription et un aménagement à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p>

<p>Par courriel du 19 avril 2024, l'inspection a :</p> <ul style="list-style-type: none"> • demandé des compléments à l'exploitant, • transmis les observations formulées par le SDIS dans son courrier du 11 avril 2024 ; • suspendu l'instruction de la demande. <p>Au regard des démarches engagées et de l'instruction en cours, l'inspection ne propose pas de suite administrative à ce stade mais demande à l'exploitant de lui transmettre les compléments demandés dans son courriel du 19 avril 2024 sous 4 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Vérification du matériel électrique

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12/12/2001, article 2.7 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, vérification du matériel électrique
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 16/07/2023
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>Le matériel électrique doit être conforme aux normes françaises (NFC 15-100 et 13-200 notamment).</p> <p>Une vérification de la conformité des installations et matériels électriques avec les dispositions ci-dessus doit être effectuée annuellement par un technicien compétent. Les rapports de ces visites sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le rapport de visite de vérification périodique des installations électriques HT/BT du 13 septembre 2023 (rapport 453197912) établi suites à la visite réalisée par DEKRA les 11 et 12 septembre 2023 ; • le certificat n°AEY8 4DB80 de "levées de réserves Q18 rapport DEKRA du 13 septembre 2023" photos à l'appui. <p>L'inspection constate que les non-conformités identifiées par l'organisme de contrôle ont été levées.</p> <p>L'inspection n'a pas d'observation sur la prescription contrôlée et la mise en demeure relative à la prescription peut être considérée comme levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Analyse du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 11/04/2017, article 15 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, analyse du risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 16/07/2023
Prescription contrôlée : <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>Article 19 (section III) de l'AMPG du 4 octobre 2010</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'union européenne.</p>
Constats : <p>Vu :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'analyse du risque foudre du 17 avril 2023 réalisée par la société Protibat (transmise par courriel du 27 décembre 2023) et l'étude technique présente dans le même document :<ul style="list-style-type: none">◦ mettant en évidence des non-conformités (cf. pages 22, 26 et 27 sur 57) et des recommandations (page 23/57) ;◦ identifiant des travaux à réaliser (cf. p 35/57) ;• les devis n°453251035 du 12 avril 2023 et 453358519 du 21 novembre 2023 dans lesquels les travaux recommandés dans les études réalisées sont identifiés ;• le certificat de travaux établi par la société Protibat du 22 décembre 2023 certifiant que l'ensemble des travaux de protection contre la foudre ont été réalisés conformément aux normes applicables ;• les cinq parafoudres en toiture conformes aux devis et leurs interconnexions. <p>L'inspection n'a pas d'observation sur la prescription contrôlée et la mise en demeure relative à la prescription peut être considérée comme levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12/12/2001, article 4.6 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 16/07/2023
Prescription contrôlée : <p>[...]</p>

<p>Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 [...].</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées ci-dessus fait l'objet, tous les 5 ans, d'une vérification suivant l'art. 5.1 de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. [...]</p> <p>Les pièces justificatives du respect des articles ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>En particulier, l'installation de protection contre la foudre devra tenir compte des recommandations émises lors des études et inspections susvisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> le rapport de visite de vérification périodique n°093049272301R001 du 13 septembre 2023 (visite réalisée le 4 août 2023) établi suite à la visite réalisée par DEKRA ; les documents, travaux et constats du point de contrôle précédents. <p>L'inspection constate la persistance dans le rapport de contrôle des non-conformités identifiées par l'organisme de contrôle l'année précédente (2022). En revanche, au regard des importantes études et travaux de mise en conformité entrepris après le dernier contrôle périodique (cf. point de contrôle précédent), il est attendu que les observations et non-conformités identifiées dans le rapport du 13 septembre 2023 soient levées lors du prochain contrôle.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à procéder à ce contrôle, et à transmettre le rapport à l'inspection la fin du premier semestre 2024.</p> <p>Au regard des travaux réalisés fin 2023, l'inspection ne propose pas de suite administrative et demande à l'exploitant que le prochain rapport de contrôle lui soit envoyé avant le 30 juin 2024.</p>
<p>Observation :</p> <p>La mise en demeure ne pourra être considérée comme levée qu'après contrôle par l'inspection du rapport de contrôle susmentionné.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Consommation eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12/12/2001, article 5.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, consommation eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 17/10/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La consommation annuelle n'excédera pas 500 m³. Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.</p> <p><u>Prescription connexe : article 5.1.3 (partiel)</u></p> <p>Le relevé des volumes prélevés doit être effectué hebdomadairement.</p> <p>Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> le courrier du 15 décembre 2023, reçu en préfecture le 21 décembre 2023, expliquant que la consommation d'eau du site est très majoritairement à usage sanitaire et demandant la suppression de la prescription contrôlée ;

- le courrier du 9 mars 2023 du maire de la commune de Creutzwald indiquant que ses équipements de production d'eau potable sont en capacité de fournir 650m³/an, sur la base d'une demande de l'exploitant ;
- les consommations en eau du site : 475 m³ en 2020, 530 m³ en 2021 et 765 m³ en 2023 (consommation d'eau de l'année 2023 impactée par la réalisation des travaux mentionnés notamment au point de contrôle n°1) ;
- l'absence de restriction sur les consommations d'eau pour les activités encadrées par la rubrique 1510 "*stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts*" réglementées par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux *prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510*.

La consommation d'eau du site étant majoritairement à usage sanitaire, le maire de la commune de Creutzwald n'ayant pas mentionné de contrainte particulière justifiant de limiter la consommation d'eau du site et la consommation n'étant pas réglementée par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'inspection considère que la prescription contrôlée est devenue inadaptée et propose d'accéder à la demande formulée par l'exploitant dans son courrier du 15 décembre 2023. Il conviendra en conséquence de formaliser ce point par un arrêté préfectoral qui sera pris ultérieurement.

Observation : La mise en demeure ne pourra être considérée comme levée qu'après modification de la prescription par le préfet de département.

Type de suites proposées : Sans suite